DOCUMENT PROVISOIRE

LEADER 2014-2020 – GAL du Pays de Châlons-en-Champagne

Fiche action n°3-2 : Tourisme durable

1 – Références aux orientations stratégiques de la candidature

Le développement touristique durable satisfait les besoins des touristes et des territoires tout en protégeant et en améliorant les perspectives pour l'avenir. Il aborde la gestion des ressources de telle sorte que les besoins économiques, sociaux et esthétiques soient satisfaits en maintenant l'intégrité culturelle, les processus écologiques essentiels, la biodiversité et les systèmes vivants. Il mobilise activement tous les acteurs concernés qui s'engagent à respecter la mise en œuvre effective du tourisme durable.

Le programme Leader du Pays de Châlons-en-Champagne coordonne et encourage ce développement touristique durable qui améliore également le cadre de vie, en favorisant des opérations intégrées qui répondent aussi à des enjeux de services à la population, en particulier en milieu rural.

Il positionne le tourisme comme outil de développement local, permettant des retombées économiques pour les collectivités et les commerçants.

Il mobilise des moyens humains et financiers pour mettre en tourisme le territoire, faire émerger des porteurs de projets, les mettre en réseau, dans une dynamique de coopération avec les territoires voisins.

Il contribue à affirmer l'identité du Pays de Châlons-en-Champagne, autour des notions d'eau, d'oasis et de vallées et autour de marqueurs identitaires forts que sont les arts du cirque et de la rue, la grande guerre et le champagne.

Il permet aux habitants et aux élus locaux d'assumer et d'apprécier l'histoire et les caractéristiques du territoire pour capitaliser sur ses atouts, en être fiers et devenir des ambassadeurs.

Pour toutes ces raisons, il contribue à faire des vallées du Pays des vallées riches, porteuses d'histoire et d'activités variées pour les touristes locaux, régionaux ou plus lointains et pour les habitants.

Les effets attendus sont notamment :

- la structuration de l'ingénierie touristique en coopération avec les territoires voisins
- l'augmentation de l'offre d'hébergement, des prestations touristiques, de la fréquentation touristique avec un impact positif sur l'emploi local
- l'amélioration de l'attractivité du territoire du Pays
- l'inscription des prestataires touristiques du Pays dans une dynamique inter-territoriale

Les fiches-action Coopération et Action Culturelle répondent également de façon intégrée à certains enjeux de la présente fiche.

2 – Description des types d'opération

Développement de l'offre touristique

- Aménagement de sentiers de randonnée (pédestre, cyclo, équestre) en bord de rivière : sentiers des vallées
- Création de petites randonnées locales
- Création de cheminements doux à proximité des cours d'eau, facilitant aussi la mobilité des habitants
- Organisation d'événementiels en lien avec le tourisme de mémoire, tourisme d'entreprises et industriel, appliquant un principe d'éco-responsabilité

Développement d'infrastructures touristiques

- Soutien à l'investissement pour la création / reprise de lieux de restauration, passant par

DOCUMENT PROVISOIRE

l'amélioration du bâtiment :

- localisation cohérente avec le volet services/équipements de l'armature du SCOT
- en lien avec une infrastructure touristique à proximité (présence préalable de gîtes, hôtel, chambres d'hôtes / proximité d'un centre d'interprétation, etc.)
- dans le respect des qualités architecturales du bâti
- avec un objectif d'amélioration de la performance thermique
- Soutien à l'investissement pour le développement de l'hébergement touristique : hôtels, gîtes et chambres d'hôtes, passant par l'amélioration du bâtiment :
 - dans le respect des qualités architecturales du bâti
 - avec un objectif d'amélioration de la performance thermique
- Création, amélioration de haltes nautiques et de structures de loisirs en rapport avec l'eau
- Création d'aires d'accueil des camping-cars

Définition/développement d'une stratégie touristique

- Mise en place d'une ingénierie touristique à l'échelle du Pays : création d'un Office de Tourisme de Pays
- Opérations d'animation, de sensibilisation, de visites de bonnes pratiques, de formation, de voyages d'études sur les questions de tourisme durable
- Opérations de communication, de promotion, de sensibilisation, de mise en réseau et de marketing sur l'identité territoriale du Pays, dont :
 - une signalétique d'information sur Châlons-en-Champagne et l'UNESCO sur les autoroutes, sorties d'autoroute, RN4 et aires locales
 - un bureau d'accueil touristique dans les locaux de l'aéroport de Vatry

3 – Bénéficiaires

- Collectivités, leurs groupements (communes, intercommunalités, Pays, Conseil Départemental) et leurs établissements
- Syndicats mixtes
- Organismes consulaires
- Syndicats et fédérations d'entreprises
- Organismes de formations
- Associations
- Artisans, commerçants, TPE, PME et entreprises individuelles
- Agriculteurs sous réserve des lignes de partage FEADER hors Leader

5 – Dépenses éligibles

Pour toutes les opérations :

Dépenses d'animation, d'ingénierie et de formation : temps passé (salaires et déplacements) directement et intégralement rattachés à l'action sur la base de justificatifs

Frais de prestataires pour les études, diagnostics, assistance à maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

Conception et réalisation d'outils de communication, de sensibilisation, d'information et pédagogiques

Pour le développement de l'offre touristique

Dépenses de signalétique et d'équipement pédagogique

Les dépenses de gros œuvre, de terrassement, de mise en sécurité, de réseaux et de mobilier sont inéligibles

Dépenses d'organisation d'événements touristiques

Pour le développement d'infrastructures touristiques

Toutes dépenses liées à l'opération

Les dépenses de gros œuvre, de terrassement, de mise en sécurité, de réseaux et de mobilier

DOCUMENT PROVISOIRE

sont inéligibles

Les actions sont reconductibles deux fois maximum, avec une dégressivité de l'aide Leader attribuée.

6 a – Critères d'éligibilité des projets

- le porteur de projet devra démontrer en quoi son opération favorise la coopération, le décloisonnement, la mutualisation et/ou la coordination des acteurs locaux du Pays et des parties prenantes de l'opération, de la façon la plus pertinente par rapport aux enjeux.

EXEMPLE DE MISE EN ŒUVRE DU CRITERE D'ELIGIBILITE

Pour l'aménagement de sentiers en bord de rivière :

- *l'opération devra être conçue à l'échelle de plusieurs communes*
- *le porteur de projet devra associer des usagers à la définition du projet*
- *le porteur de projet devra envisager comment le sentier peut s'intégrer à l'offre touristique locale : favoriser la desserte de lieux touristiques existants quand c'est possible (centre équestre ou halte nautique à proximité par exemple)*
- *le porteur de projet devra associer l'ensemble des parties prenantes à la conception du projet (élus, habitants des communes concernées, techniciens de l'intercommunalité, du CDT, etc.)*
- *etc.*

- le porteur de projet devra démontrer la viabilité économique de son opération (prévoir les moyens de fonctionnement, joindre un plan d'affaires, évaluer la rentabilité, etc.)
- les infrastructures touristiques soutenues devront intégrer une démarche qualité ou de labellisation (Qualité Tourisme, Destination pour Tous, Tourisme et Handicap, Gîtes de France, CleVacances, Clef Verte, etc.)
- les opérations d'information, de sensibilisation et de communication, ainsi que les actions liées à l'organisation d'actions collectives devront se traduire par un livrable, dont la diffusion sera intégrée à l'opération.
- l'aide Leader pour les actions touchant à la rénovation du bâti sera conditionnée à la mise en œuvre par le maître d'ouvrage des opérations suivantes :
 - Réalisation d'un diagnostic d'état des lieux thermique du bâtiment
 - Préconisation de travaux pour une amélioration thermique du bâtiment
 - Coordination de chantier (avant, après, pendant)
 - Evaluation après travaux, au moyen d'un test d'étanchéité à l'air par exemple
- l'aide Leader pour les actions d'hébergement touristique sera conditionnée à l'engagement du maître d'ouvrage à développer un projet touristique autour de son hébergement, soit en proposant des loisirs actifs et / ou de la restauration sur place soit en informant le touriste sur les prestations existantes : commerces et restaurants à proximité, points de vente de produits du terroir, etc.

6 b – Critères de sélection des projets

Afin d'inciter les maîtres d'ouvrages à répondre au mieux à la stratégie du GAL et dans l'optique de faciliter la sélection des opérations, deux critères de sélections sont mis en place :

- les opérations qui permettront de préserver l'environnement seront privilégiées : adaptation du territoire au changement climatique, reconquête de la biodiversité, éducation à l'environnement, etc.
- les opérations qui développeront un usage numérique seront privilégiées : application numérique, dématérialisation, etc.

Le respect de ces deux critères peut entraîner un mécanisme de bonification de subvention, par la levée du plafond de subvention FEADER, dont les modalités sont déterminées et l'application mise en œuvre par le Comité de programmation du GAL.

8 – Montant de l'enveloppe et modalités d'attribution de l'aide

DOCUMENT PROVISOIRE

MONTANT GLOBAL DE FEADER : 250 000 €

80 % d'aide publique maximum avec obligation de 20 % d'auto-financement du maître d'ouvrage sur l'assiette éligible

Taux d'aide Leader fixe à 80 % des dépenses publiques éligibles

Plafond d'aide Leader par maître d'ouvrage et par projet : 30 000 €

Plancher d'aide Leader par maître d'ouvrage et par projet : 1000 €

Co-financements publics identifiés : Région, Département, DIRECCTE, Collectivités territoriales, Contrat de Redynamisation des Sites de Défense de Châlons-en-Champagne

9 - Indicateurs

Indicateurs de réalisation :

Nombre d'aménagements et d'infrastructures créés

Nombre de personnes mobilisées par opération soutenue

Nombre de produits touristiques créés

Nombre de visiteurs sur les sites aménagés

Indicateurs de résultat :

Nombre de structures mobilisées par opération

Nombre de partenariats initiés suite à l'opération

Nombre de connexion aux outils numériques créés

Nombre d'emplois créés

Pourcentage de la population locale bénéficiant de services/infrastructures nouveaux ou améliorés